

Délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé "Direction de la santé"

Paru in extenso au journal officiel n°24 N du 11/06/1992 à la page 1113

Version en vigueur au 03/09/2021

I - MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA SANTE

► **II - LES INSPECTIONS (Art. 3 à Art. 10)**

► **A - INSPECTION DE LA PHARMACIE (Art. 3)**

► **B - INSPECTION MEDICO-ADMINISTRATIVE (Art. 4 à Art. 10)**

► **III - DISPOSITIONS FINALES (Art. 11 à Art. 14)**

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 70 ;

Vu le code pénal ;

Vu la délibération n° 88-153 AT du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie ;

Vu la délibération n° 92-1 AT du 24 janvier 1992 portant ouverture de la session ordinaire, dite session administrative, de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 92-63 AT du 14 avril 1992 fixant la durée de la présente session administrative ;

Vu l'arrêté n° 620 CM du 25 mai 1992 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la lettre de convocation n° 181 AT du 19 mai 1992 du président de l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 82-92 du 29 mai 1992 de la commission des affaires sociales ;

Dans sa séance du 1er juin 1992,

Adopte :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017*

Le service territorial de la santé publique dénommé « Direction de la santé » réalise par tous les moyens mis à sa disposition, les objectifs de santé publique déterminés par les pouvoirs publics.

I - MISSIONS DE LA DIRECTION DE LA SANTE

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021*

Article abrogé

II - LES INSPECTIONS

A - INSPECTION DE LA PHARMACIE

Art. 3

L'inspection de la pharmacie est exercée conformément aux articles 13 à 22 de la délibération du 20 octobre 1988 relative à certaines dispositions concernant l'exercice de la pharmacie.

B - INSPECTION MEDICO-ADMINISTRATIVE

Art. 4

L'inspection médico-administrative est assurée par des médecins inspecteurs nommés par arrêté du ministre chargé de la santé.

Art. 5

Ils sont tenus au secret professionnel dans les conditions prévues à l'article 378 du code pénal. Ils prêtent serment devant le tribunal de première instance de Papeete.

Art. 6

Les médecins inspecteurs doivent être titulaires d'un diplôme d'Etat de docteur en médecine et d'un diplôme de l'école de santé publique de Rennes ou d'un diplôme de santé publique autre, ou avoir une expérience en santé

publique.

Art. 7

Les médecins inspecteurs sont chargés de l'inspection des établissements d'hospitalisation privés et de toute formation sanitaire publique. Ils contrôlent le respect par ceux-ci de la réglementation relative aux normes techniques et aux personnels.

De façon générale, ils assurent le contrôle de l'exécution des prescriptions sanitaires légales et réglementaires qui leur sont confiées.

Art. 8

Ils signalent aux présidents des conseils locaux des ordres des différentes professions médicales les infractions aux règles professionnelles constatées lors de ces inspections.

Art. 9

Dans tous les établissements de l'inspection desquels ils sont chargés, les médecins inspecteurs ont qualité pour rechercher et constater les infractions aux dispositions réglementaires.

Dans tous les cas où les médecins inspecteurs relèvent un fait susceptible d'impliquer des poursuites pénales, la direction de la santé transmet le dossier au procureur de la République compétent ; avis de cette transmission est adressé au président du conseil local de l'ordre de la profession intéressée, s'il s'agit de poursuites à l'encontre d'un professionnel.

Art. 10

Les médecins inspecteurs doivent se faire suppléer par un confrère pour le contrôle des établissements exploités par des personnes dont ils seront parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Il leur est interdit, tant qu'ils exercent leurs fonctions et dans un délai de cinq ans suivant la cessation de celles-ci, d'avoir des intérêts directs ou indirects dans les établissements soumis à leur surveillance.

III - DISPOSITIONS FINALES

Art. 11

Quiconque fait obstacle à l'exercice des fonctions d'un médecin inspecteur ou d'un inspecteur des pharmacies est passible des peines prévues par les articles 209 et suivants du code pénal.

Art. 12

Les sanctions prévues à l'article 11 entreront en vigueur le lendemain de la publication de l'arrêté promulguant la loi portant homologation de cet article. Jusqu'à cette date, les peines prévues par cet article seront celles applicables aux auteurs de contravention de police de la 5^e classe.

Art. 13

Est abrogée la délibération n° 68-117 du 14 novembre 1968 portant réorganisation des services d'hygiène en Polynésie française.

Art. 14

Le Président du gouvernement de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le président,
Jean JUVENTIN.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992](#), JOPF n° 24 N du 11/06/1992 à la page 1113

- [Arrêté n° 1206 CM du 26 juillet 2017](#), JOPF n° 61 N du 01/08/2017 à la page 9974
- [Arrêté n° 1822 CM du 12 octobre 2017](#), JOPF n° 84 N du 20/10/2017 à la page 15277
- [Arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021](#), JOPF n° 71 N du 03/09/2021 à la page 20890